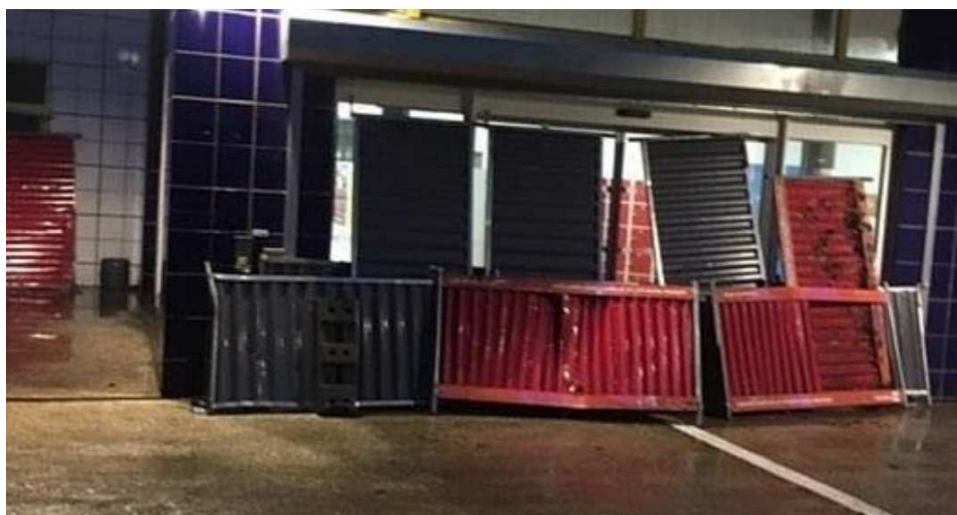


## Dépêche AEF : Lille: des chefs d'établissement font face à des tentatives répétées de blocage dans une ambiance de "guérilla" (SNPDEN)

7-9 minutes

Chaque matin, depuis le 5 décembre 2019, 5 à 10 lycées font l'objet de tentatives de blocage dans la métropole lilloise, selon le rectorat de Lille. Des jets de projectiles, des départs de feu, des intrusions ou des dégradations ont parfois lieu. "On est dans la guérilla, pas dans un mouvement lycéen classique", s'inquiète Thierry Debaecke, secrétaire académique adjoint du SNPDEN-Unsa. La consigne de la police est de permettre l'accès aux établissements. La FCPE dénonce des dérives dans l'usage de la force. Ce que contestent avec fermeté le rectorat et la préfecture.



Blocage au lycée Queneau, à Villeneuve d'Ascq, le 6 décembre.  
Droits réservés - DR - D.R.

Fénelon, Pasteur et Faidherbe à Lille, Valentine Labbé à La Madeleine, Queneau à Villeneuve-d'Ascq, Jean Perrin à Lambersart : lundi 16 décembre 2019, six lycées ont encore fait l'objet de tentatives de blocage dans le Nord. Les forces de l'ordre sont à chaque fois intervenues pour dégager au moins un accès, souvent à l'arrière de l'établissement. La même scène se reproduit

chaque matin depuis le 5 décembre 2019 dans une petite dizaine de lycées.

La spécificité de ce mouvement concentré sur l'agglomération lilloise est de ne pas avoir de porte-parole. Les mots d'ordre sont diffusés sur les réseaux sociaux mais se cantonnent souvent à un appel au blocage. Au fil des messages, les motifs avancés pour justifier la contestation concernent la réforme du lycée, la précarité étudiante, Parcoursup, la réforme des retraites ou encore l'inaction contre le réchauffement climatique.

Un "climat insurrectionnel"

Ce mouvement est marqué par un climat extrêmement tendu. Des élèves n'hésitent pas à affronter les forces de l'ordre pour tenir le blocage, lançant des projectiles ou des cocktails molotov, comme ce lundi matin au lycée Jean-Perrin de Lambersart. Mercredi 11 décembre, des "échauffourées entre lycéens et policiers" ont conduit à huit interpellations de lycéens, rapporte [La Voix du Nord](#). Jeudi 12 décembre, les différentes entrées du lycée Queneau de Villeneuve-d'Ascq ont été vandalisées pendant la nuit par une centaine de bloqueurs. Vendredi 13 décembre, des manifestants ont tenté à plusieurs reprises de forcer les accès de cet établissement, jusqu'à l'arrivée des renforts de police.

Le SNPDEN-Unsa de l'académie de Lille parle d'un "climat insurrectionnel". "Quand on voit ce qu'ont vécu les collègues la semaine dernière, on est dans la guérilla, pas dans un mouvement lycéen classique", considère Thierry Debaecke, secrétaire académique adjoint. "Ce ne sont pas des tirs de cailloux mais des tirs de mortier qui sont tirés vers les forces de l'ordre. À Fénelon à Lille, une porte a été enfoncée et un cocktail molotov incendiaire lancé dans la cour. À Jean-Perrin à Lambersart, des jeunes sont montés sur les toits du voisinage et sur des piquets à 10 mètres de haut pour débrancher des caméras de surveillance", décrit-il.

Les gilets jaunes comme modèle ?

"Nous avons clairement l'impression que les jeunes appliquent ce qui a fonctionné pour les gilets jaunes l'an dernier : après quelques semaines de contestation, le saccage de l'arc de Triomphe et l'incendie de la préfecture du Puy-en-Velay ont marqué un tournant dans la prise en compte du mouvement. Sans doute que certains se disent qu'il faut de la violence pour obtenir quelque chose",

regrette Thierry Debaecke.

Le syndicat de chefs d'établissement a recommandé à ses adhérents, dans sa newsletter datée du jeudi 12 décembre, de "ne pas se mettre en danger", de "faire appel aux forces de l'ordre pour rétablir la sécurité si la situation dégénère" ; de "décider sans hésiter la suspension des cours dans le cadre de l'article R. 421-12 du Code de l'éducation, seul moyen radical de revenir au calme".

L'absence d'interlocuteur identifié parmi les lycéens mobilisés est une difficulté majeure pour les autorités. "Les collègues n'ont pas de contact avec ceux qui sont à la tête du mouvement, sauf pour se prendre des bordées d'insultes", déplore Thierry Debaecke. Les organisateurs des blocages revendiquent cette forme d'organisation, en incitant les élèves à passer d'un établissement à l'autre. "Les manifestations sauvages des lycéens mettent en déroute les forces de l'ordre, qui peinent à gérer ces moments spontanés", écrivent ainsi cinq collectifs dans un [appel à mobilisation](#) sur Facebook intitulé "Soyons sauvages".

Inquiétude de la FCPE

Depuis le début du mouvement, le rectorat et la préfecture veulent faire respecter un principe : "tout élève qui souhaite rentrer dans son établissement doit pouvoir le faire". Les forces de l'ordre ont donc pour consigne d'empêcher les tentatives de blocage et de disperser si besoin les attroupements devant les lycées, en usant notamment de gaz lacrymogènes. Les blocages ne durent pas, même si les établissements sont frappés par un taux d'absentéisme très élevé.

Le président de la FCPE du Nord s'inquiète, dans un mail envoyé à la rectrice et au préfet le 12 décembre, de "comportements inappropriés de la part des forces de l'ordre vis-à-vis d'enfants", évoquant "l'usage de lacrymogène avant sommations", le "passage à tabac par plusieurs policiers d'élèves plaqués au sol" ou encore des "propos homophobes, à connotations sexuelles".

"L'intervention de la police ne devrait être demandée que lorsque toute forme de dialogue entre le chef d'établissement et les lycéens devient impossible", recommande-t-il.

"Aucun blessé" parmi les élèves

Le préfet du Nord, Michel Lalande, a immédiatement répondu au

président de la FCPE, dans un courrier publié par [La Voix du Nord](#) ce week-end. Il estime que la fédération de parents d'élèves fait preuve d'une "méconnaissance du terrain". "Les policiers n'interviennent qu'en cas de dégradations et de violences ; ils subissent pourtant chaque jour depuis lundi matin des agressions caractérisées, dont des jets de pierres et des tirs tendus de mortier. Aussi l'usage de lacrymogène que vous déplorez permet précisément d'éviter les contacts et je note que malgré les violences [...], aucun blessé n'est à déplorer parmi eux, alors que plusieurs policiers ont été contusionnés", souligne le préfet.

La rectrice de l'académie de Lille, Valérie Cabuil, a répondu le 15 décembre à la FCPE. "Votre courrier semble indiquer que les proviseurs auraient négligé toute forme de dialogue avec les lycéens", écrit-elle, dans ce courrier transmis à AEF info. "Je ne peux tolérer que vous supposiez cela de la part d'équipes de direction qui se trouvent chaque matin depuis quelques jours confrontées à des jeunes en quête de violence, sans représentant avec lequel dialoguer, sans revendication claire et qui ne sont généralement par leurs élèves". La rectrice estime justifiée le recours aux forces de l'ordre et qualifie leurs interventions de "mesurées et proportionnées aux situations rencontrées".

### **La région porte plainte**

"Nous déposons plainte systématiquement dès qu'il y a des dégradations", indique Manoëlle Martin, vice-présidente de la région Hauts-de-France en charge des lycées, jointe par AEF info lundi 16 décembre. La collectivité territoriale se prépare à réaliser des travaux en urgence pour remettre en état les établissements affectés par la contestation. "À Villeneuve-d'Ascq [au lycée Queneau], il y a eu des extincteurs vidés, des volets cassés, des casiers renversés, suite à une intrusion d'une centaine d'élèves la semaine dernière. À Tourcoing, il y a des vitres cassées. À Roubaix, des dégradations sur un portail. Nous sommes en train de chiffrer le coût des réparations".